

DES RESPONSABLES POLITIQUES AU CŒUR DE MULTIPLES SCANDALES FINANCIERS

Fuite de documents au large des Bahamas

Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) frappe avec une nouvelle fuite de documents au large de l'archipel caribéen des Bahamas. Elle est moins importante en volume que celle des Panama Papers, mais elle compte des surprises. Synthèse.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) a mis la main sur une nouvelle cache de documents qui fournit les noms de politiciens, de fraudeurs du fisc et autres criminels internationaux. La nouvelle fuite porte sur 175 480 compagnies bahamiennes enregistrées entre 1990 et 2016.

Contrairement aux Panama Papers, 11,5 millions de mails souvent détaillés, des contrats, des enregistrements audio et autres documents de sociétés de gestion des fortunes. Les nouveaux documents ne précisent pas, par exemple, si les administrateurs mandatés pour gérer une compagnie sont les véritables bénéficiaires économiques ou bien ils opèrent comme prête-noms. En tout cas, lorsqu'on ajoute les documents bahamiens aux Panama Papers, on se trouve devant de nouvelles perspectives de la finance offshore et des fraudes opérées à l'aide des avocats et des banquiers et qui bénéficient, dans certains cas, de couverture politique.

Le traitement des documents, coordonné par Will Fitzgibbon et Emilia Díaz-Struck, a duré près de trois mois, soit depuis le mois de juillet, date de l'obtention des documents par le journal allemand *Süddeutsche Zeitung*, destinataire du fonds documentaire. Parmi les personnalités mises en cause par cette nouvelle enquête globale, l'on cite la Néerlandaise Neelie Kroes, commissaire européenne chargée de la politique de concurrence entre 2004 et 2010 et du développement digital de 2010 à 2014, le ministre colombien de l'Energie et des Mines entre 1999 et 2001, Carlos Caballero Argáez, l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet et son fils Marco Antonio et Abba Abacha, fils de l'ancien Président nigérian Sani Abacha, pour ne citer que ceux-là.

Neelie Kroes

Selon les documents examinés par ICIJ, Neelie Kroes, 75 ans aujourd'hui,

était entre 2000 et 2009 directrice de Mint Holdings Ltd, une coquille offshore enregistrée aux Bahamas qu'elle n'a jamais mentionnée dans ses déclarations de patrimoine. Or, la commissaire européenne, infatigable détracteur des fraudeurs du fisc et promoteur d'une certaine éthique dans la concurrence économique, s'est vu même décerner un prix dédié au contribuable exemplaire en 2005. Si elle a nié avoir joué un rôle dans l'activité de cette compagnie et récusé l'existence d'un conflit d'intérêt, les faits révélés par les investigateurs du Consortium sont têtus. Kroes, qui a fait du lobbying pendant des années pour le compte de Lockheed Martin Corp., était justement administratrice de ladite coquille avec le Jordanien Amin Badr-El-Din, fondateur d'UAE Offsets Group, un important client du géant américain de l'industrie militaire. Et le marché européen est l'un des principaux débouchés des armes de Lockheed.

En effet, les règles de l'UE exigent que les commissaires européens déclarent tous leurs intérêts économiques au cours des 10 années précédant leurs prises de fonctions, en mentionnant y compris les postes de supervision ou de conseil qu'ils ont occupés dans les entreprises commerciales. Dans leur réponse, l'avocat de Kroes et son associé Badr-El-Din ont indi-

Lorsqu'on ajoute les documents bahamiens aux Panama Papers, on se trouve devant de nouvelles perspectives de la finance offshore et des fraudes opérées à l'aide des avocats et des banquiers et qui bénéficient, dans certains cas, de couverture politique.

qué que Mint Holding LTD a été créée pour servir de véhicule d'investissement dans l'acquisition d'actifs du géant énergétique américain Enron. Mais, elle n'a jamais été activée à cause de l'échec de cette opération financière. Et d'ajouter que le nom de Kroes a continué de figurer sur les documents de la société plutôt par omission. «C'était une



Neelie Kroes, commissaire européenne.

erreur qui a été corrigée en 2009», a-t-on conclu. Kroes, qui reste influente au sein du Parti du peuple pour la liberté et la démocratie aux Pays-Bas, travaille actuellement comme consultante pour plusieurs banques américaines dont le mastodonte Bank of America et Merrill Lynch ainsi que l'entreprise technologique Uber.

Pinochet ressuscité

Pinochet possédait une compagnie qui s'appelle Ashburton Company Limited, créée en 1996, et s'en servait pour alimenter les comptes de son fils cachés sous le paravent Meritor Investments Limited. Les confrères chiliens ont pu retracer au moins un mouvement de 1,3 million de dollars entre les deux compagnies. Marco Antonio a nié les faits lui aussi.

Les documents bahamiens obtenus par ICIJ recèlent également des noms de politiciens et de fonctionnaires révélés par les Panama Papers à l'image de l'ancien Président argentin Mauricio Macri ou l'ancien Premier ministre du Qatar et ministre des Affaires étrangères jusqu'en 2013, Cheikh Jassim bin Hamad bin Jaber Al Thani. Ils démontrent aussi le solide ancrage de Mossack Fonseca, cabinet d'avocats et fournisseur de sociétés offshore au cœur du scandale des Panama Papers, dont les compagnies bahamiennes ont constitué pendant des années ses best-sellers. Mossack Fonseca est le

sées comme intermédiaires pour faciliter le blanchiment d'argent, juste pour ouvrir des comptes bancaires, les documents du registre des entreprises identifient les bénéficiaires et constituent des éléments de preuve. Il est ainsi et depuis près d'un siècle sur les radars des agents du fisc du monde entier, faisant, par moments, les choux gras de la presse dans des scandales financiers retentissants comme l'affaire UBS aux Etats-Unis. ICIJ, *Süddeutsche Zeitung* et d'autres partenaires des médias qui mettent ces informations à la disposition du public sont en passe de créer un registre gratuit en ligne et publiquement consultable de sociétés offshore mis en place dans cette nouvelle fuite bahamienne. Combinées avec les données Panama Papers et autres documents issus de diverses fuites, elles constitueront le plus grand registre public des entités offshore de l'histoire.

L. H.